

# **Le document du Copcon rejette à la fois le "dirigisme" du P.C.P. et l'analyse des militaires "modérés"**

LE MONDE | 15.08.1975 à 00h00 • Mis à jour le 15.08.1975 à 00h00

" La situation actuelle du pays, déclare le document, est le résultat de l'incapacité à tous les niveaux de résoudre les problèmes concrets, ce qui entraîne une dégradation économique générale et l'accentuation inévitable de déséquilibre entre les zones urbaines et les zones rurales, ainsi qu'entre la zone industrielle de Lisbonne et les autres zones moins développées. Le dirigisme et les tentatives de contrôle de l'appareil d'État par certains partis, et spécialement par le P.C.P., ont conduit certains militaires ayant une responsabilité dans le processus révolutionnaire à présenter un document qui, affirment-ils, est destiné à clarifier la situation actuelle. Dans la pratique, il n'a provoqué qu'une plus grande confusion, étant donné les ambiguïtés contenues dans ce document. "

Critiquant les campagnes de "dynamisation culturelle" menées à travers le pays sous la responsabilité de la 5e division, dirigée par des officiers proches du P.C.P., le document estime que ces campagnes, " à cause d'une absence de préparation adéquate, n'ont souvent pas respecté les caractéristiques socio-culturelles du milieu où elles se déroulaient, et ont violé parfois profondément les mœurs des populations. Ces campagnes, appuyées sur un verbalisme vide de toute signification pour ceux à qui elles étaient destinées, ont été dans la majorité des cas préjudiciables, car elles n'ont pas été accompagnées de mesures concrètes, capables de démontrer au peuple que l'objectif était l'amélioration réelle de ses conditions de vie ".

Au sujet des dernières élections du 25 avril 1975 à l'Assemblée constituante, le document estime que " la réalisation d'élections dans les conditions où elles se sont déroulées a contribué à jeter la confusion dans le peuple quant aux instruments qu'il pouvait utiliser pour contrôler l'appareil d'État et le pouvoir (...) Il faut reconnaître au M.F.A. un haut degré de responsabilité pour avoir fait de ces élections un point d'honneur, aspect très bien exploité par des forces intéressées dans ce type d'élections. L'inefficacité de quatre gouvernements provisoires n'est pas seulement le fruit du dirigisme que le P.C.P. a essayé d'imposer en s'infiltrant dans l'appareil d'État et dans les organes de communication sociale, car le P.S., le P.P.D. et le M.D.P.-C.D.E., qui étaient présents dans ce gouvernement, partagent les responsabilités qu'ils cherchent aujourd'hui à escamoter sans aucune pudeur. On ne peut attendre des partis à droite du P.S. - direction de celui-ci comprise - que la tentative d'arrêter et d'inverser la marche du processus révolutionnaire afin de garantir les privilèges de la haute bourgeoisie et l'exploitation effrénée des travailleurs (...) ".

Les membres du Copcon analysent ensuite sévèrement le " document Melo Antunes ", signé par neuf membres du Conseil de la révolution : " Ce n'est pas en rejetant en même temps la social-démocratie, le capitalisme d'État, la démocratie populaire et les conquêtes des classes travailleuses qu'on permettra à celles-ci d'assumer la direction du processus ou même seulement de consolider les positions déjà gagnées. La proposition présentée conduira à la récupération par la droite en ouvrant à celle-ci un terrain de manœuvre pour la destruction de

la révolution, malgré les intentions démocratiques et patriotiques qui sont dans la tête des signataires du document.

" La perspective économique qui consiste à renforcer les liens avec la C.E.E. et l'AELE renforcera la sujétion du pays à une dépendance économique honteuse, financière et politique. Car ceux qui avaient encore des illusions quant aux buts de la C.E.E. les ont complètement perdues avec les dernières exigences présentées par la concrétisation de l' " aide financière au Portugal ". Revitaliser l'initiative privée à travers l'investissement massif du capital financier étranger se traduit dans la perte pure et simple de l'indépendance nationale. Il ne suffit pas, pour masquer un tel désastre, de dire qu'il faut aussi commercer avec le tiers-monde et les pays de l'Est. Ce n'est pas en ouvrant les portes à l'impérialisme qu'on arrivera à mener à bien une décolonisation correcte des territoires encore sous l'administration portugaise et victimes aussi de l'exploitation impérialiste.

" On n'assume pas une position supra-partidaire sans se démarquer par rapport aux partis de droite. Comment un projet peut-il se dire de gauche lorsqu'il escamote le rôle des masses et refuse l'action de leur avant-garde ? Comment peut-on " critiquer " le rythme des nationalisations ? Serait-ce en maintenant dans les mains de la bourgeoisie la propriété des moyens de production que ceux-ci seront mis au service du peuple ? Comment peut-on ignorer le " caciquisme " et le rôle de la lutte des classes dans sa destruction ? Comment peut-on appeler à la concorde sans distinguer exploités et exploités ? (...) Il est historiquement démontré que des personnalités modérées, qui prétendent désamorcer des actions violentes du fascisme au moyen de solutions conciliatrices, sont les premières victimes ou, dans d'autres cas, elles se transforment en oppresseurs des masses qu'elles prétendent libérer. "

Au chapitre des propositions concrètes, le document du Copcon réclame " la mise sur pied d'une structure d'organisation des masses populaires par la constitution et la reconnaissance des conseils de village, d'usine et de quartier qui sont les organes à travers lesquels les travailleurs peuvent prendre des décisions visant à résoudre leurs propres problèmes ". Il prévoit un " appui total et effectif à l'agriculture, afin qu'on puisse rapidement produire une quantité beaucoup plus grande de biens alimentaires, dont l'achat à l'étranger en ce moment est un des facteurs de notre déficit dans ' la balance des paiements. (...) D'un autre côté, le Portugal doit en finir avec la dépendance par rapport à l'impérialisme, dépendance qui est la cause de la crise économique actuelle. (...) Dans ce sens, il faut mettre fin à l'assujettissement à la C.E.E. qui pratique une politique de chantage envers le Portugal. (...) Notre pays pourra alors s'aligner avec les pays du tiers-monde en privilégiant la coopération avec les anciennes colonies portugaises en termes nouveaux d'égalité et de fraternité. Mais en maintenant aussi des relations commerciales avec tous les pays du monde ".

Le projet suggère, pour lutter contre le chômage, la création d'emplois dans l'agriculture et la construction. Il recommande une réduction importante du salaire maximum national, qui est actuellement d'environ 6 500 francs, et l'établissement d'un plafond pour les loyers d'habitation. Les auteurs prévoient en outre " la socialisation de la médecine et la nationalisation de l'industrie pharmaceutique ". Ils recommandent la garantie de l'enseignement de base pour l'ensemble de la population, " les enseignements secondaire et supérieur étant subordonnés aux intérêts des classes laborieuses ".

Dans l'immédiat, ils préconisent un certain nombre de mesures d'urgence telles que l'abaissement du prix des engrais, l'achat des produits agricoles à des prix garantissant une juste rémunération du travail des petits et moyens agriculteurs, des solutions d'urgence aux problèmes des réfugiés d'Angola, des dispositions pour garantir la sécurité des personnes et le droit de propriété ainsi que l'indépendance de la presse vis-à-vis des partis.

Abordant le problème du pouvoir politique au Portugal, le document souligne, enfin, que " ce pouvoir sera constitué par le M.F.A. et par toutes les organisations politiques réellement révolutionnaires qui réclament et défendent le " pouvoir pour les travailleurs ". (...) Ce pouvoir sera la direction politique de cette période transitoire jusqu'à la réalisation de l'assemblée nationale populaire ".

En conclusion, les signataires estiment que leur projet " constitue la seule proposition viable et réaliste qu'on puisse offrir au peuple portugais pour parvenir à la société socialiste et représente un refus ferme et total au fascisme, à la social-démocratie et au capitalisme d'État, autant de formes d'exploitation qui nient la réelle émancipation des classes travailleuses ".

Source : Service d'archives du journal *Le Monde*, disponible sur internet sur : <http://www.lemonde.fr/recherche/>